

Découvrez ce document sur le site Légifrance modernisé en version bêta

Chemin :

<https://beta.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000020051576/2009-01-01>

Code général des impôts

- ▶ Livre premier : Assiette et liquidation de l'impôt
 - ▶ Première Partie : Impôts d'État
 - ▶ Titre premier : Impôts directs et taxes assimilées
 - ▶ Chapitre premier : Impôt sur le revenu
 - ▶ Section V : Calcul de l'impôt
 - ▶ I : Retenue à la source de l'impôt sur le revenu

Article 182 A

- ▶ Modifié par LOI n°2008-1443 du 30 décembre 2008 - art. 25 (V)

I. A l'exception des salaires entrant dans le champ d'application de l'article 182 A bis, les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, de source française, servis à des personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France donnent lieu à l'application d'une retenue à la source.

II. La base de cette retenue est constituée par le montant net des sommes versées, déterminé conformément aux règles applicables en matière d'impôt sur le revenu, à l'exclusion de celles qui prévoient la déduction des frais professionnels réels.

III. La retenue est calculée, pour l'année 2006, selon le tarif suivant, correspondant à une durée d'un an :

Fraction des sommes soumises à retenue :

	En pourcentage
Inférieure à 13 170 €	0 %
De 13 170 € à 38 214 €	12 %
Supérieure à 38 214 €	20 %

Les limites de ces tranches sont fixées par décret en Conseil d'Etat proportionnellement à la durée de l'activité exercée en France ou de la période à laquelle les paiements se rapportent quand cette durée diffère d'un an.

Les taux de 12 % et 20 % ci-dessus sont ramenés à 8 % et 14,4 % dans les départements d'outre-mer.

IV. Chacun des seuils indiqués au III varie chaque année dans la même proportion que la limite la plus proche des tranches du barème prévu au 1 du I de l'article 197.

V. La retenue s'impute sur le montant de l'impôt sur le revenu établi dans les conditions prévues à l'article 197 A.

NOTA : Conformément au III de l'article 12 de la loi n° 2019-1479 du 29 décembre 2019, cet article est abrogé à compter du 1er janvier 2023.

Liens relatifs à cet article

Cite:

Code général des impôts, CGI. - art. 197 (V)
 Code général des impôts, CGI. - art. 197 A (V)

Cité par:

Arrêté du 24 décembre 2008 (V)
 Arrêté du 30 décembre 2009, v. init.
 Arrêté du 29 décembre 2011 (V)
 Arrêté du 20 décembre 2012 (V)
 Code général des impôts, CGI. - art. 1671 A (VD)
 Code général des impôts, CGI. - art. 182 A bis (VD)
 Code général des impôts, CGI. - art. 182 A ter (VD)
 Code général des impôts, CGI. - art. 182 B (VD)
 Code général des impôts, CGI. - art. 193 (VD)
 Code général des impôts, CGI. - art. 197 B (V)

Code général des impôts, CGI. - art. 204 D (VD)
Code général des impôts, annexe 2, CGIAN2. - art. 91 A (V)
Code général des impôts, annexe 2, CGIAN2. - art. 91 B (V)
Code général des impôts, annexe 3, CGIAN3. - art. 39 (VD)
Code général des impôts, annexe 3, CGIAN3. - art. 39 A (V)